



Le DAAD Paris en direct

Soirée festive à Paris : de l'ENA à PROCOPE, l'heure était à la fête pour le DAAD !

Trois coopérations franco-allemandes du DAAD étaient à l'honneur en ce 27 septembre à la résidence parisienne de l'ambassadeur d'Allemagne en France. Au cœur de cette soirée anniversaire furent célébrés les 50 ans d'existence du partenariat du DAAD avec l'ENA.

Trois coopérations franco-allemandes du DAAD étaient à l'honneur en ce 27 septembre à la résidence parisienne de l'ambassadeur d'Allemagne en France. Au cœur de cette soirée anniversaire furent célébrés les 50 ans d'existence du partenariat du DAAD avec l'ENA.

En 1992, c'est sur le ton de la plaisanterie qu'Helmut Kohl, alors chancelier, avait fait l'éloge de l'ENA en déclarant à la première ministre Edith Cresson être « manipulé » par cinq énarques allemands. Pas question ici de divulgation de secret ou d'infiltration, bien au contraire ! Les cinq anciens élèves allemands de l'ENA faisaient partie des conseillers les plus proches du chef du gouvernement qui recourait volontiers aux capacités d'analyse des « énarques ». Ceux-ci occupent aujourd'hui



encore des postes stratégiques dans de nombreux domaines en Allemagne, notamment dans le monde politique, dans les ministères, les hautes sphères de l'administration, mais aussi à la direction des entreprises.

Dès 1951, 6 ans après sa création, la prestigieuse ENA accueille pour la première fois des candidats allemands. En 1966, l'attrait pour ce programme devint considérable. Aussi, le DAAD et l'ENA décidèrent-ils de créer un programme de bourses. Depuis lors, 383 élèves allemands ont été accueillis en formation à l'ENA grâce à une bourse du DAAD.

Des énarques pour l'Europe

Le 27 septembre, près de 90 d'entre eux sont venus célébrer le 50e anniversaire de ce programme à la résidence parisienne de l'ambassadeur d'Allemagne, l'hôtel de Beauharnais. Un lieu, où des énarques allemands ont d'ailleurs déjà exercé. Reinhard Schäfers, par exemple, y a été ambassadeur de 2008 à 2012 et Andreas von Mettenheim y a dirigé le service de presse de 1994 à 1998. Pour ce dernier, la formation à l'ENA a joué un rôle déterminant dans sa décision de rejoindre le corps diplomatique, nous explique-t-il en marge de la soirée. Sa carrière l'a par la suite mené jusqu'au poste d'ambassadeur d'Allemagne en Roumanie.

Nombreux sont les énarques allemands qui se sont regroupés au sein de l' « Association des Anciens Élèves Allemands de l'ENA –AAEAE ». Andreas von Mettenheim la préside actuellement. « Chaque ancien élève s'efforce d'apporter sa contribution à l'entente franco-allemande dans son entourage » dit-il dans son allocution. Il a également exprimé le souhait que le DAAD continue d'accorder à ce programme « l'importance qu'il mérite ».

Des doléances auxquelles la présidente du DAAD – la professeure Margret Wintermantel - a sans aucun doute prêté une oreille attentive, n'ayant elle-même pas tari d'éloges dans son allocution pour ce programme du DAAD à l'ENA. Plusieurs des anciens élèves de l'ENA sont devenus, selon elle, « les médiateurs et les porte-paroles de l'idée franco-allemande ».



L'ambassade d'Allemagne et le DAAD avaient bien d'autres événements à célébrer lors de cette réception. Tout d'abord, les 30 ans du programme PROCOPE que le DAAD a lancé en 1986 et qu'il gère conjointement avec Campus France. Depuis sa création, 4100 projets de recherche franco-allemands ont pu être subventionnés.

Enfin, cette réception a été l'occasion de célébrer le lancement l'an prochain du programme d'excellence du DAAD à l'université Paris-Sorbonne. Un nouveau lectorat du DAAD en histoire y sera également mis en place. Le rapprochement du DAAD et de la Sorbonne sera aussi géographique, puisque le DAAD s'installera prochainement à la

« Maison de la Recherche ». Les bureaux du DAAD parisien y occuperont le dernier étage, aux côtés du CIERA (Centre interdisciplinaire d'études et de recherches sur l'Allemagne). Pour Barthélémy Jobert, président de la Sorbonne, ce changement de lieu est en lui-même « très symbolique ». Sous la coupole de l'ancien observatoire situé sur le toit de la Sorbonne, on oriente alors un télescope « vers l'Allemagne ».

Un regard tourné vers l'avenir du continent

La liste des interventions était à la mesure de l'événement. L'ambassadeur Nikolaus Meyer-Landrut a encouragé ses invités à persévérer dans leur explication de la France aux Allemands. Matthias Fekl, en tant que secrétaire d'Etat chargé entre autres du commerce extérieur, a rappelé que la France et l'Allemagne devraient prendre la tête de l'Europe, alors que Nathalie Loiseau, directrice de l'ENA, a souhaité une présence encore plus importante d'Allemands à l'ENA.

La table ronde qui a suivi, portait sur la question « Réinventer l'Europe : quel rôle pour les décideurs en France et en Allemagne ? ». Les quatre intervenants ont reconnu que l'Europe était en crise, mais leurs avis sur les issues de sortie étaient plutôt partagés. Hélène Miard-Delacroix, professeure d'histoire et de civilisation allemande à l'université Paris-Sorbonne, était d'avis que l'Europe avait perdu le soutien de la population, et que tout ce que l'on avait accompli jusqu'ici, n'était pour beaucoup pas du tout perçu comme une réussite : « nous devons repartir de la base. » Anne-Marie Descôtes, directrice générale du pôle mondialisation, culture, enseignement, développement international au MAEDI, a proposé que ce qui avait été décidé soit déjà mis en pratique : « ça nous ferait déjà progresser. » Iris Barsan, maître de conférences en droit privé, à l'université Paris-Est Créteil a critiqué le mode de décision « top-down » de Bruxelles, mais elle a tout de même recommandé de ne pas rester sur une position revendicatrice : « Jusqu'à quel point les citoyens sont-ils disposés à s'impliquer pour l'Europe ? » Matthias Middell, directeur du « Global and European Studies Institute » et porte-parole du « Centre for Area Studies » de l'université de Leipzig a expliqué que l'Europe payait aujourd'hui le prix de sa vision depuis trop longtemps autocentrée.

Dans l'ambiance festive du cocktail dînatoire qui a suivi, nous avons rencontré les trois boursiers actuels du DAAD à l'ENA : Joseph Dück, 28 ans, est titulaire d'un double diplôme en gestion d'entreprise et en économie politique ; Torsten Liebig, 28 ans et Axel Leisenberg, 27 ans, sont tous les deux diplômés en sciences politiques. Joseph Dück souhaite utiliser l'expérience acquise à l'ENA dans le domaine de la coopération au développement au sein de l'Union Européenne. A 16 ans, Torsten Liebig était déjà fasciné par l'élitisme de l'ENA mais il constate néanmoins aujourd'hui qu'« à l'ENA, on fait souvent comme tout le monde ». Il souhaite intégrer le corps diplomatique. Axel Leisenberg quant à lui est très « honoré » de pouvoir suivre une formation à l'ENA. Son but est de « travailler à l'échelle européenne. » Tous les trois



s'inscrivent désormais dans la continuité des anciens élèves allemands de l'ENA. Leur histoire est désormais gravée dans une publication de plus de 400 pages, que l'ENA a éditée à l'occasion du 50e anniversaire de cette coopération. Un des chapitres s'intitule « Une amitié solide ».

Version originale en langue allemande : Mathias Nofze (30 Septembre 2016)

Photos © Ambassade d'Allemagne / Brunet

photo no. 1 : Débat sur la coopération franco-allemande en Europe (de droite à gauche) : M. Matthias Middell, Mme Iris Barsan, Mme Sunna Altnöder (animatrice), Mme Hélène Miard-Delacroix et Mme Anne-Marie Descôtes

photo no. 2 : La présidente du DAAD Margret Wintermantel

photo no. 3 : Le cocktail dînatoire de la soirée a permis à chacun d'échanger sur ses expériences



Édito

[Chères lectrices, chers lecteurs,](#)

Quel rôle jouent les échanges universitaires dans le renforcement des liens entre les pays et les citoyens en Europe et dans le monde ? Voici le fil rouge de notre newsletter d'aujourd'hui.

Le 27 septembre, le DAAD a fêté les anniversaires de trois programmes franco-allemands. 200 hôtes ont accepté l'invitation de M. l'Ambassadeur d'Allemagne à Paris, Nikolaus Meyer-Landrut, et de la Présidente du DAAD, Mme Margret Wintermantel, pour célébrer les 50 ans du programme avec l'ENA, les 30 ans du programme PROCOPE et le lancement du programme d'excellence avec l'université Paris-Sorbonne. Chacun des programmes contribue, à sa façon, à faciliter les échanges entre nos deux pays et à créer des partenariats durables.

Si vous souhaitez en savoir plus sur les anciens élèves allemands de l'ENA, je vous recommande la publication récente sur « La coopération franco-allemande et l'ENA 1947-2016 » présentée dans notre rubrique « A lire ».

Pour ceux parmi vous qui s'intéressent au processus de mondialisation de l'enseignement supérieur tel qu'il se reflète dans les chiffres, veuillez lire notre article sur la publication « Wissenschaft weltoffen » qui, année par année, retrace les dernières évolutions de la mobilité internationale vers l'Allemagne et de l'Allemagne dans le monde.

Le DAAD est présent dans le monde à travers un réseau de [15 bureaux et 56 centres d'information, implantés dans 60 pays](#).

Le directeur de notre bureau de Londres, M. Georg Krawietz, nous fait part de ses impressions au lendemain du « Brexit ». Il en ressort très clairement que les universitaires ont opté majoritairement contre cette décision qui ne sera pour eux que source de désagréments considérables.

Je vous invite également à lire l'interview avec M. Jürgen Finger, chercheur en histoire originaire de Munich qui vient de terminer une année parisienne financée par le DAAD – pour revenir dans quelques mois, cette fois-ci sur un poste à l'institut historique allemand de Paris. Son parcours met en relief, de façon concrète, l'effet durable de nos activités.

En vous souhaitant une bonne lecture, cordialement,
Christiane Schmeken
Directrice du DAAD Paris



Le DAAD Paris en direct

[L'après-Brexit : entretien avec Georg Krawietz, Directeur du DAAD à Londres, mené le 1er septembre 2016](#)

Georg Krawietz est directeur du DAAD à Londres depuis 2014. Comme la plupart des personnes exerçant dans l'enseignement supérieur en Grande-Bretagne, il avait espéré que la majorité des Britanniques voterait pour le maintien du Royaume-Uni au sein de l'Union Européenne. Dans cette interview, Monsieur Krawietz décrit l'ambiance de l'après-Brexit et indique les conséquences possibles pour la science et la recherche.

1. Trois mois se sont écoulés depuis le référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne. Immédiatement après le référendum, nous avons eu l'impression que les fauteurs de trouble politiques, eux-mêmes, avaient paru surpris et désemparés par ce vote. Le Royaume-Uni s'est-il entre temps ressaisi ?

Je pense qu'il demeure beaucoup d'imprécisions ou, mieux dit, que tout reste à éclaircir. Malgré la victoire du Brexit, la pause estivale des responsables politiques a bien eu lieu. La Première Ministre Theresa May a convoqué cette semaine la première réunion de son cabinet, lors de laquelle la question du Brexit était au premier plan. On y aurait discuté des premières réflexions menées la semaine passée par différents ministres. La presse s'est fait l'écho d'une grande diversité d'opinions, ce qui ne plaide

pas en faveur d'une action politique concertée sur le Brexit à court terme. Ce qui est certain : le Brexit aura bien lieu. Si le délai des 24 mois prévu pour les négociations suffit, alors la sortie juridique de la Grande-Bretagne aura lieu au plus tôt au cours du premier semestre 2019.

2. Vous ne cachez pas votre déception face à la décision des Britanniques, mais aussi et surtout face au style de politique affiché en amont du Brexit. Quelles sont, d'après vous, les principales raisons qui ont motivé cette attitude anti-européenne d'une si grande partie de la population britannique ?

Permettez-moi tout d'abord de souligner que 48,11% des personnes qui ont participé à ce référendum ont voté en faveur du maintien dans L'UE. 51,89% ont hélas voté contre, ce que je déplore sincèrement.

Concernant les causes, je pense que des experts qualifiés et expérimentés seraient certainement bien plus aptes que moi, après deux ans seulement passés dans ce pays, à les analyser. A tout le moins, je peux dire que la diversité des causes du Brexit est grande. Elles proviennent aussi bien de l'attitude historique d'une nation toujours très confiante, qui a jadis dominé les océans du monde, que de son approche du monde actuel. En première position, arrive le flux migratoire des dix dernières années en provenance de l'UE, notamment des pays du centre et de l'est de l'Europe. Les partisans de la sortie l'ont présenté comme une perte de contrôle sur les frontières britanniques. Une telle représentation semble beaucoup plus inquiéter les habitants d'un État insulaire que ceux d'un État continental avec des frontières terrestres. L'ancien gouvernement de David Cameron s'est lui-même mis en difficulté quand il a annoncé, à maintes reprises, vouloir limiter l'immigration européenne à 100 000 personnes par an (ce que la législation européenne ne permet pas) et a reconnu tout aussi souvent que le nombre de personnes issues de l'immigration s'élevait à plus de 300 000 personnes. Des rumeurs infondées, relatives à des abus massifs de prestations sociales ont par ailleurs circulé. En revanche, j'ai l'impression qu'il n'a pas été mentionné ou qu'il a été intentionnellement minimisé le fait que la grande majorité des immigrés paient des impôts et des taxes, contribuant ainsi au succès de l'économie britannique tant salué par tous.

Force est de constater que la crainte d'un excès d'immigration, exploitée parfaitement par les populistes, n'épargne pas les autres pays. C'est aussi le cas en Allemagne. La crise des réfugiés en Syrie, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, les tragédies en Méditerranée et les attentats terroristes en Belgique et en France ont suscité et suscitent encore des peurs pour certaines bien compréhensibles, mais pour d'autres tout aussi irraisonnées. Avec le camp de Calais (« la jungle »), le point culminant de cet état d'esprit a été atteint. La presse rapporte que des milliers de personnes vivant dans ce camp n'attendent que l'occasion d'envahir et même de conquérir la Grande Bretagne. Ils pourraient donc réussir là où Napoléon Bonaparte et l'Allemagne nazie ont échoué.

Je devrais aussi évoquer « Bruxelles », qui - pour beaucoup de partisans du Brexit - est synonyme d'une bureaucratie surpayée et inefficace, dénuée de toute légitimité

démocratique, avide de toujours plus de compétences et d'asservissement des pays membres de l'Union européenne et de leurs citoyens. Le projet d'une Europe politique est en définitive toujours passé après l'accès au grand marché unique. L'idée de l'Europe a d'ailleurs joué un rôle effroyablement secondaire dans l'argumentation des partisans du Remain. On a par exemple très peu entendu dire que la paix règne en Europe depuis plus de 70 ans après deux guerres mondiales, et que l'UE, qui a d'ailleurs reçu le Prix Nobel de la Paix, y a sans doute contribué. Bien au contraire, l'accent a été plutôt mis sur les avantages et les inconvénients économiques des deux options (Leave or Remain). Le but principal de Londres dans le processus de sortie de la Grande-Bretagne de l'UE sera donc de sécuriser l'accès au grand marché libre européen des services financiers de la City londonienne.

3. Le débat britannique avant le référendum n'a pas toujours été très objectif. A votre avis, quel rôle a joué la presse dans ce contexte ?

De nombreuses questions autour de ce référendum semblaient être particulièrement destinées à être présentées de manière tendancieuse, voire erronée. Les responsables politiques en étaient bien conscients, mais n'ont pourtant pas hésité à édulcorer la question complexe du maintien ou de la sortie de l'Union. Elle devint ainsi la proie facile d'une presse conservatrice et très majoritairement hostile à l'UE. Les tabloïds britanniques « Sun », « Daily Mail », « Daily Express » ainsi que le légèrement plus sérieux « Daily Telegraph » ont ensemble un tirage d'environ 4,2 millions d'exemplaires par jour. Je vous épargnerais volontiers le détail des publications et des informations diffusées par ceux-ci. Il était tout à fait clair que ces organes de presse ne contribueraient à aucun moment à diffuser des informations objectives, alors même qu'il avait été décidé de faire un référendum sur le maintien ou la sortie de l'UE plutôt que d'entamer un processus politique sur lequel on aurait eu sans doute un meilleur contrôle.

De nombreuses personnes allant de l'establishment politique aux membres du gouvernement ont, à travers leurs propos et leurs actes, soutenu activement l'agitation médiatique. Je ne suis pas en mesure d'établir une comparaison avec la France mais je crois qu'en Allemagne, il serait tout à fait exclu que des responsables politiques ou des membres du gouvernement affichent un tel comportement.

4. Les universités britanniques ont toujours obtenu des subventions européennes. Quels risques courent-elles à présent ?

Il n'est pas seulement question de subventions, mais aussi de pouvoir trouver en Europe des partenaires « fiables » avec qui mener des projets communs. Ce que j'essaie de vous dire, c'est qu'après le référendum, il y a eu des signes de réticences à confier des tâches à responsabilité aux partenaires britanniques au sein des projets européens, leur contribution pendant la durée totale du projet semblant désormais incertaine. On a par exemple observé cette tendance pour les candidatures dans le cadre d'« Horizon 2020 ». Les partenaires préfèrent confier aux établissements

britanniques des rôles moins importants (et éventuellement moins intéressants financièrement) ou le cas échéant renoncer à leur participation. Je crois savoir que l'Union européenne met tout en œuvre pour ne pas en arriver là, car aussi longtemps que la Grande-Bretagne est membre de l'UE, elle aura, bien entendu, accès à la totalité des programmes financés par l'UE. Pourtant, il ne faut pas non plus oublier le facteur humain qui joue un rôle particulier au-delà des normes officielles. Cette situation n'est avantageuse pour personne, car ce n'est pas le fruit du hasard si les universités britanniques jouent un rôle important dans le cadre des programmes subventionnés par l'UE et au-delà.

5. Y a-t-il déjà des approches pour une politique de subventions nationales qui pourrait compenser la perte des subventions européennes ?

Non, pour autant que je sache il n'y en a pas encore, bien que ce volet puisse déjà faire partie des stratégies de l'après-Brexit sur lesquelles le gouvernement travaille actuellement. Chancellor a annoncé mi-août que les pertes financières seraient compensées. Une délégation d'universités britanniques dans le domaine de la recherche a d'ailleurs rencontré, cette semaine, la Commission européenne à Bruxelles. Outre les questions de soutien financier, il a été surtout question d'assurer l'accès des chercheurs et des étudiants au Royaume-Uni au cas où les règles de la libre circulation des personnes seraient restreintes, chose qui arrivera sans aucun doute. Ce désir coïncide avec les revendications du centre financier de Londres, qui, à son tour, souhaiterait être épargné par d'éventuelles restrictions à la libre circulation des personnes. Je peux aussi me tromper, mais je n'arrive pas à m'imaginer qu'une telle politique européenne à la carte (« Cherry Picking »), déjà notoire au Royaume-Uni avant le référendum, pourrait être acceptée par les partenaires européens dans les négociations sur le Brexit.

6. On entend dire que les attaques xénophobes, voire même racistes, ont augmenté au sein des établissements d'enseignement supérieur britanniques. Est-ce toujours le cas après le référendum ?

Il est difficile d'avoir une vue d'ensemble du sujet. J'espère qu'il s'agissait de cas isolés et qu'ils le resteront. Ce qui est plus problématique, c'est l'augmentation de ce type d'incidents dans la société dans son ensemble. Le week-end dernier, à Harlow, au Nord-Est de Londres, un Polonais de 42 ans a été agressé si violemment par des jeunes qu'il est décédé des suites de ses blessures. La police a arrêté plusieurs suspects et n'exclut pas un incident à caractère xénophobe. Les statistiques officielles de la police font état, comme le relate le Guardian, de 3000 incidents à caractère présumé xénophobe dans les deux semaines avant et après le référendum, la plupart sous la forme de menaces et de harcèlements. Cela représente une augmentation de 42% par rapport à l'année précédente. Le fait, qu'après le référendum, on ose dire des choses qu'on se contentait jusqu'alors de penser, a été assurément observé à maintes

reprises. Ces répercussions, et on ne peut que le regretter, ne disparaîtront certainement pas du jour au lendemain.

7. Depuis de nombreuses années, la Grande-Bretagne, après les Etats-Unis, est le 2e pays de destination préféré des étudiants internationaux : cela changera-t-il à l'avenir ?

Je ne pense pas que cette position soit globalement menacée. Le Royaume-Uni et ses universités resteront toujours attractifs à l'échelle mondiale. Cependant, on est soucieux de savoir si la proportion des personnels de la recherche et des étudiants originaires de l'UE diminuera. Pour les chercheurs des Etats membres, obtenir un titre de séjour ne pose pour l'instant aucun problème et ne nécessite pas de visa. Les étudiants de l'UE paient jusqu'ici les mêmes frais d'inscription que les étudiants anglais. A partir de l'année 2017/2018, les étudiants de licence en Angleterre paieront sans doute 9250 £ pour la plupart. Si cette égalité de traitement était supprimée, les étudiants de l'UE devraient probablement s'acquitter à l'avenir des mêmes frais d'inscription que les autres étudiants internationaux, à savoir le tarif « internationaux ». D'après une dernière étude, ce serait de 40 à 60% de plus, et dans les sciences cliniques, cela pourrait grimper jusqu'à 170% de plus. Je m'attends à ce que cela ait des conséquences sur la demande de places d'études à l'université en provenance de l'UE. Il est difficile de prévoir à quel point la différence sera grande. Cela pourrait aussi affecter ce qu'on appelle la « Classroom balance », c'est-à-dire la diversité au sein du contingent international des étudiants dans chaque cours.

8. 5200 chercheurs allemands mènent actuellement leurs travaux de recherche en Grande-Bretagne : c'est plus que n'importe quel autre pays du monde. Quelles conséquences le Brexit pourrait-il avoir pour eux ?

Les conséquences pour le groupe d'universitaires allemands, de fait important, seraient comparables à celles pressenties pour les ressortissants d'autres pays de l'UE : un titre de séjour différent pour soi et la famille, le cas échéant la nécessité d'un permis de travail et l'augmentation en conséquence du temps investi dans les démarches administratives. Mis à part cela, j'ai discuté avec des Allemands qui se ressentent européens et c'est en tant que tels qu'ils ont trouvé dans le Royaume-Uni, pays européen, une deuxième patrie. Certains d'entre eux ressentent aujourd'hui les choses différemment, peut-être, et espérons-le, de façon temporaire.

9. « Là où il y a de l'ombre, il y a nécessairement de la lumière. » Qu'appréciez-vous le plus dans la vie outre-Manche ?

Le thème du Brexit mis à part, et malgré un attachement à la tradition, il règne une relative désinvolture. Les gens, quoique réservés, sont très accueillants et prévenants envers les autres. Contrairement à ce que je ressens en Allemagne, l'état d'esprit est essentiellement positif, et on ne remet pas fondamentalement tout en question comme nous, Allemands, avons tendance à le faire. Au cours d'une conversation, quelqu'un qui habite ici depuis 25 ans a dit un jour : « Bienvenue en Italie du Nord ! ».

Si l'on fait abstraction de la météo variable, cette comparaison est assez juste. Mais, je l'avoue aussi volontiers, je m'attache encore pour l'instant à conserver une image positive du pays et de ses habitants malgré les expériences qui m'ont irrité, moi comme beaucoup d'autres, lors des phases de l'avant et de l'après-Brexit.



Nouvelles de l'enseignement supérieur allemand

[Un historien à Paris : la morale et l'économie à la « Belle Époque »](#)

Il y a un an, l'historien Jürgen Finger est arrivé à Paris avec le soutien de l'Office allemand d'échanges universitaires (DAAD). En septembre 2016, il a réintégré l'université Louis-et-Maximilien de Munich, son université d'origine. Mais

seulement pour six mois, car un poste l'attend ensuite à l'Institut Historique Allemand (IHA) à Paris. L'historien profitera de son séjour en France pour terminer son HDR sur la « relation entre l'ordre moral et l'économie à la Belle Époque ».

Dans le domaine des sciences naturelles, il est depuis longtemps de bon ton de partir à l'étranger après le doctorat pour faire de la recherche. Désormais, ce phénomène s'est répandu également dans le domaine des sciences humaines, notamment grâce aux nombreuses possibilités de financement disponibles pour des séjours à durée déterminée à l'étranger. Ceux-ci sont particulièrement prisés, vu le manque de postes pour jeunes chercheurs dans les établissements d'enseignement supérieur en Allemagne.

Le séjour post-doctoral d'un an de Jürgen Finger à Paris vient d'arriver à son terme. Celui-ci a été financé par le DAAD, grâce aux fonds des « Actions Marie Skłodowska-Curie » de l'Union Européenne et du Ministère fédéral allemand de l'Éducation et de la Recherche. Sciences Po a été son établissement d'accueil. Un endroit plutôt inhabituel pour un historien qui fait des recherches sur le 19ème siècle ? « Pas vraiment », explique le chercheur. Certes, Sciences Po est avant tout réputé comme pépinière de futurs dirigeants, aussi bien dans le secteur économique que politique, mais la recherche y est également essentielle. Avec plus de 200 chercheurs, les unités de recherche de Sciences Po contribuent de manière considérable à la production et à la diffusion du savoir en droit, économie, histoire, science politique et sociologie.

Comme l'explique Jürgen Finger, si la recherche à Sciences Po occupe une place de choix, c'est aussi parce que les coopérations en matière de recherche sont un instrument important de l'internationalisation. Les échanges avec les collègues

étrangers rehaussent non seulement la réputation des professeurs, mais apportent aussi une valeur ajoutée sur le plan scientifique. Certaines thématiques ne peuvent être abordées judicieusement que dans le cadre d'une coopération internationale, comme le montre par exemple le projet «A World of Debts» sur l'histoire de la dette publique. Les étudiants en master de Sciences Po, dont le cursus prévoit au moins un semestre « hors les murs » dans une des nombreuses institutions partenaires, bénéficient également de ces activités d'internationalisation. L'intégration internationale des doctorants y est également particulièrement élevée.

Pendant son séjour à Paris, Jürgen Finger a été rattaché au Centre d'histoire de Sciences Po et a de ce fait eu la possibilité de rencontrer ses pairs français lors des séminaires de recherche et des congrès. Il était en même temps chercheur invité de l'IHA et y a occupé un bureau. Un vrai luxe vu le manque d'espace dans les universités parisiennes ! Ainsi, le chercheur a eu la chance d'intégrer doublement le monde des historiens à Paris.

Ce n'est un secret pour personne que le moyen idéal de se créer un réseau scientifique est de concevoir et d'organiser ses propres manifestations. Jürgen Finger fut donc ravi d'organiser l'université d'été de l'IHA en juin dernier, en collaboration avec ses collègues Alain Chatriot, Nicolas Delalande et Jakob Vogel du Centre d'histoire de Sciences Po. Les recherches de Jürgen Finger se situent à la croisée de l'histoire et de l'économie et il a de ce fait choisi pour cette université d'été le thème « Cultures et Savoirs de l'Économie (XVIII e – XX e siècles) ». Y ont participé, en majeure partie, des jeunes chercheurs originaires d'Allemagne, de France, d'Italie, de Suisse et des États-Unis, entre autres. Un moment fort de cette université d'été fut la conférence du célèbre chercheur américain Adam Tooze de l'Université de Columbia sur le thème « The Great Financial Crisis 2007-2015, Approaches for a Future History ».

Lorsque Jürgen Finger reviendra à Paris au printemps 2017, après avoir passé six mois à Munich, il souhaite se consacrer pleinement à son HDR. Le chercheur examine le rapport entre la morale et l'économie à l'aide de quatre études de cas situés en France, entre 1880 et la première guerre mondiale. Comment a-t-on « moralisé » la hausse du coût de la vie et le passage à l'ère de la consommation de masse ? La faillite d'un commerçant était-elle une question d'ordre moral ? Comment fonctionnait la morale dans la zone grise du marché financier de Paris, où les transactions étaient d'emblée illégales ? Quelles normes morales appliquait-on aux économies coloniales ? À l'aide de ces éléments, Jürgen Finger reconstruit « L'économie morale » de la France à la « Belle Époque ».

Selon le chercheur, Paris est l'endroit parfait pour ses futures recherches, ne serait-ce que pour ses nombreuses bibliothèques et ses archives. Mais il est au moins aussi important pour lui de connaître pour ainsi dire de l'intérieur, grâce aux échanges avec ses collègues français, leur conception de la « Belle Époque » et de ses contradictions.

C'est en toute conscience qu'il a choisi de ne pas traiter un thème franco-allemand. Ce qui l'intéresse en premier lieu, ce n'est ni la comparaison entre les deux pays, ni l'histoire franco-allemande qui est déjà bien représentée dans le domaine de la recherche, mais plutôt l'immersion dans l'histoire nationale de la France. Pour ce faire, il convient aussi de découvrir le pays et les gens en dehors de Paris. « Le microcosme parisien stimule énormément, mais j'ai prévu de nouer des contacts beaucoup plus étroits avec des historiens en économie dans d'autres villes françaises », explique Jürgen Finger. Ce serait pour lui une excellente occasion de s'évader de l'agitation parisienne pendant quelques jours pour adopter un rythme de vie un peu plus calme.



Le DAAD Paris en direct

À lire

Pour la deuxième édition de notre nouvelle rubrique « À lire » que nous avons inaugurée dans le précédent numéro, nous avons choisi de vous présenter « Cahiers pour une histoire de l'ENA – La coopération franco-allemande et l'ENA 1947-2016 » paru au mois de septembre.

Cette publication du Comité d'histoire de l'École nationale d'administration met à l'honneur la coopération de nos deux pays en matière de formation des hauts fonctionnaires au sein de l'ENA. Tout au long de ces pages, on découvre non seulement les témoignages de nombreux élèves allemands mais également de leurs camarades français qui ont fait leur stage de première année en Allemagne. On peut aussi y lire les contributions des enseignants et de tous ceux qui ont participé à la réussite de cette coopération. À citer tout particulièrement les directeurs de l'École, depuis le premier d'entre eux, Henri Bourdeau de Fontenay, mais aussi depuis 1963 les responsables du DAAD, qui furent de ceux qui ont mis en place l'une des dispositions du traité de l'Élysée de 1963 : la venue des jeunes Allemands à l'ENA d'abord rue des Saints-Pères, puis rue de l'Université et aujourd'hui à Strasbourg.

Pour citer le témoignage du directeur-fondateur du bureau parisien du DAAD, M. Hansgerd Schulte, qui a lancé, en 1966, le programme du DAAD avec l'ENA : « Si l'on consulte l'« Annuaire des anciens élèves allemands de l'ENA » on y trouve un nombre considérable d'ambassadeurs, de hauts fonctionnaires de toutes catégories, de professeurs d'université, de maires de grandes villes ainsi que des cadres supérieurs dans l'industrie. Cet état de fait est la meilleure preuve de la qualité et de la réussite de cette entreprise ».

Cet ouvrage riche en témoignages et en expériences personnelles est un très bel hommage au couple franco-allemand. Nous vous en recommandons vivement la lecture !

472 p., nombreuses illustrations, 25 €

En vente en librairie et sur <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/>



Nouvelles de l'enseignement supérieur allemand
L'Allemagne attire de plus en plus d'étudiants et d'enseignants-chercheurs internationaux

En 2014, environ 85 000 enseignants-chercheurs internationaux ont enseigné et réalisé des recherches en Allemagne – ceci représente une augmentation de 84 % en seulement huit ans.

C'est l'un des constats les plus frappants du récent rapport « [Wissenschaft weltoffen 2016](#) », publié chaque année par le Bundesministerium für Bildung und Forschung (BMBF), le DAAD et le Deutsches Zentrum für Hochschul- und Wissenschaftsforschung (DZHW). Ces chiffres révèlent à quel point l'Allemagne arrive à attirer des enseignants-chercheurs provenant du monde entier. Johanna Wanka, ministre fédérale de l'Éducation et de la Recherche, se félicite de ces résultats qui démontrent la visibilité internationale accrue des universités et des instituts de recherche allemands : « L'initiative d'excellence, le pacte pour l'enseignement supérieur, le pacte pour la recherche et l'innovation ainsi que nos activités multiples en faveur de l'internationalisation portent leurs fruits. Des enseignants-chercheurs venus du monde entier souhaitent enseigner et mener des recherches en Allemagne. »

Mais la mobilité internationale des chercheurs en Allemagne n'est pas à sens unique. C'est ainsi qu'en 2014, 43 000 enseignants-chercheurs allemands ont occupé un poste dans un établissement d'enseignement supérieur à l'étranger. L'Allemagne, avec un nombre important d'enseignants-chercheurs arrivants et partants, peut donc être considérée, après les Etats-Unis et au même titre que la Grande Bretagne, la France, le Canada et la Suisse comme l'un des carrefours des échanges internationaux en matière de recherche.

Le rapport démontre également que l'Allemagne attire de plus en plus d'étudiants internationaux : en 2015, 321 000 étudiants venus du monde entier ont poursuivi leurs études dans des établissements d'enseignement supérieur allemands. Ceci est un grand pas en avant vers l'objectif ambitieux de la stratégie d'internationalisation fixé à 350 000 étudiants internationaux en 2020.

entre juin et décembre 2017 et les bourses de 3 à 4 semaines pour un cours de langue en université durant les mois d'été 2017.

La candidature se déroule en ligne sur le portail de candidature du DAAD à Bonn. Afin d'aider les candidats dans leur démarche, le bureau du DAAD à Paris s'est efforcé de détailler les principales étapes de la candidature sur son site. La responsable du programme, Catherine Eudine se tient à la disposition des candidats pour les conseiller dans la constitution de leur dossier.

Elle insiste sur « la nécessité de prévoir le temps nécessaire à réunir les pièces demandées. En particulier pour ce qui est de la lettre de recommandation rédigée par un enseignant et du test de langue allemande onDaF que nous demandons ». Les lecteurs du DAAD, présents dans la plupart des universités françaises, font passer gratuitement le test d'évaluation des connaissances d'allemand, le onDaF. Il convient de consulter les sessions de test déjà fixées sur le site du onDaF (www.ondaf.de) et de s'y inscrire. » Par ailleurs, Catherine Eudine précise que « la bourse pour un cours d'allemand intensif n'est pas destinée aux candidats n'ayant aucune connaissance en langue allemande. Le niveau A1 est requis. »

Plus d'informations sur les liens suivants (en cours d'actualisation) :

- [Bourses pour un cours d'allemand intensif de huit semaines dans un institut de langue en Allemagne entre juin et décembre 2017](#)

Ces bourses sont accordées aux étudiants, aux diplômés, aux doctorants et aux diplômés en poste dans les établissements d'enseignement supérieur de toutes disciplines (à l'exception de la germanistique, des filières LEA, de l'allemand langue étrangère, de la traduction et de l'interprétariat). Seules des connaissances de base en langue allemande sont requises : du niveau minimum A1 au niveau maximum B1.

- [Bourses pour un cours de langue de 3 à 4 semaines en université durant les mois d'été 2017](#)

Ces bourses sont destinées aux étudiants et aux diplômés de l'enseignement supérieur de toutes disciplines. Le niveau de langue allemande requis est le niveau B1 du CECRL.

Date limite de dépôt des dossiers : le 1er décembre 2016

Responsable du programme :

Catherine Eudine (eudine@daad.de / 01 44 17 02 48)



Lexique de la vie universitaire en Allemagne

[Les mots à connaître : Kaderschmiede](#)

Kaderschmiede est dérivé de „Kader“ (« cadre » en français) et « Schmiede » (« forge ») et s’emploie en Allemagne pour désigner des institutions ou des structures qui forment de futurs dirigeants, particulièrement dans les domaines économiques et politiques, mais également dans le sport..

Pendant longtemps, le terme était le plus souvent utilisé en Allemagne pour désigner des établissements dans d’autres pays, tel que l’université de Harvard aux Etats-Unis ou bien l’Ecole Nationale d’Administration (ENA) en France. Ces institutions étaient évoquées avec un mélange d’admiration et d’ironie, car l’idée de former les futures élites dans des institutions à part était en contradiction avec l’image que la démocratie allemande d’après-guerre avait de soi-même.

Entretemps, les notions d’élite ou bien d’excellence ont réapparu dans le langage universitaire allemand, notamment dans le contexte de la « Exzellenzinitiative ». Les lauréats de cette initiative d’excellence, les « Exzellenzuniversitäten », sont assez fréquemment dénommés « Kaderschmieden », et ceci sans le moindre clin d’œil. Ceci vaut également pour les structures de recherche extra-universitaires comme les Instituts Max Planck, Leibniz, Fraunhofer et les Centres Helmholtz. Pourtant, il faut souligner que les « fabriques de cadres » allemandes forment plutôt des chercheurs de haut niveau, toutes disciplines confondues, que de futurs dirigeants. D’où l’attrait que l’ENA continue à exercer sur de jeunes diplômés allemands qui souhaitent poursuivre une carrière diplomatique ou politique.

mentions légales

Deutscher Akademischer Austauschdienst e.V. (DAAD)
Kennedyallee 50
D - 53175 Bonn

Tel.: 0049 228 882-0
Fax: 0049 228 882-444

Retrouvez nous sur notre site Internet :
<http://paris.daad.de>

représentation légale :

Prof. Dr. rer. nat. Margret Wintermantel
Tribunal de registre Bonn
numéro de registre VR 2107

Responsable du contenu selon Telemediengesetz (TMG) : Dr. Dorothea Rüländ

directrice éditoriale :
Christiane Schmeken

mention concernant la responsabilité :

Malgré notre sélection rigoureuse des liens, nous n'endossons aucune responsabilité quant au contenu des pages externes. Le contenu des pages liées reste sous la responsabilité exclusive de leurs auteurs.

Abonnement

Vous recevez ce message car vous avez souscrit à la lettre d'information du DAAD Paris.

paris.daad.de

© DAAD